

2021

**CONVENTION  
ENTRE  
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE  
ET  
LA COMMUNE DE GRASSE**  

---

**CONVENTION DE REMBOURSEMENT**

**ENTRE LES SOUSSIGNEES,**

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE CEDEX, représentée par Madame Valérie COPIN, Adjointe déléguée aux affaires juridiques, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu des délibérations du Conseil Municipal n° 2019-206, n° 2019-207, n° 2019-208 en date du 10 décembre 2019.

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

**D'une part,**

**ET**

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Séward 06131 GRASSE CEDEX et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n°..... prise en date du ....., visée en sous-préfecture de Grasse le.....

Dénommée ci-après « **CAPG** »

**D'autre part,**

2021

## **PREAMBULE**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la CAPG exerce en application de la loi NOTRe, les compétences obligatoires « eau », « assainissement des eaux usées » et « gestion des eaux pluviales urbaines ».

L'ensemble des dispositions de cette loi, induit un transfert intégral desdites compétences des collectivités territoriales concernées vers l'EPCI, sans possibilité d'en moduler l'exercice via la définition d'un intérêt communautaire. Elle induit également, outre le transfert des contrats, des marchés, des services et du personnel, la mise à disposition des biens rattachés à ces compétences au profit de l'EPCI.

Dans le cadre d'une opération de construction de 199 logements envisagée par la société COGEDIM MEDITERRANEE sur le site du « Petit Paris », sis 78 boulevard Victor HUGO, un Projet Urbain Partenarial (PUP) a été signé le 29 juillet 2019 entre la Ville de Grasse et la société COGEDIM MEDITERRANEE afin de déterminer les travaux rendus nécessaires par l'opération sur les équipements publics à réaliser par la Commune, leurs modalités de réalisation et les modalités de leur prise en charge financière par le pétitionnaire.

Cette opération nécessite la réalisation de travaux sur la voirie et sur le réseau d'eaux pluviales concernant le giratoire du « Petit Paris » et l'Avenue de la Libération permettant l'accès au site, pour un coût total prévisionnel de 383 064 € H.T. dont 168 064 € H.T. pour la reconfiguration du réseau d'eaux pluviales au droit du site.

Les travaux concernant la reconfiguration du réseau d'eaux pluviales au droit du site ne devant intervenir que dans le courant de l'exercice 2021, ceux-ci seront à la charge exclusive de la CAPG.

C'est la raison pour laquelle une convention est proposée, afin de fixer les modalités de remboursement de la Ville de Grasse à la CAPG de la participation versée par le pétitionnaire à la Ville de Grasse dans le cadre du PUP au titre des travaux sur le réseau d'eaux pluviales.

## **IL EST CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de remboursement de la Ville de Grasse à la CAPG de la participation versée par la société COGEDIM MEDITERRANEE à la Ville de Grasse au titre du PUP signé le 29 juillet 2019 entre la Ville de Grasse et la société COGEDIM MEDITERRANEE, pour les travaux de reconfiguration du réseau d'eaux pluviales qui seront réalisés et financés par la CAPG en 2021 dans le cadre du transfert de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines ».

## **ARTICLE 2: DESIGNATION DES TRAVAUX CONCERNES PAR LE REMBOURSEMENT**

Le remboursement concerne les travaux de reconfiguration du réseau d'eaux pluviales au droit du site (giratoire du « Petit Paris » et avenue de la Libération) nécessaires à l'opération, pour un montant prévisionnel de 168 064 € H.T. comprenant notamment :

- Le branchement du réseau EP dans le giratoire ;
- Le renouvellement du réseau EP sur l'avenue de la Libération ;
- L'amorce du réseau EP du giratoire vers l'avenue de la Libération.

Ces travaux seront réalisés et financés par la CAPG dans le cadre du transfert de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

La commune remboursera à la CAPG l'intégralité de la participation financière réellement versée par la société COGEDIM MEDITERRANEE au titre du PUP de l'opération « Petit Paris », pour la partie concernant les travaux de reconfiguration du réseau d'eaux pluviales au droit du site, soit la somme de 168 064 € H.T.

Le remboursement des frais s'effectuera sur la base d'un état de recette faisant figurer le versement de la participation de la société COGEDIM MEDITERRANEE à la Ville de Grasse au titre du PUP signé le 29 juillet 2019.

Le remboursement effectué par la Ville de Grasse à la communauté d'agglomération fera l'objet d'un versement unique à réception du titre de recette émis par la CAPG, dès lors que la Ville de Grasse aura perçu le montant de la participation afférente de la part de la société COGEDIM MEDITERRANEE.

## **ARTICLE 4 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

## **ARTICLE 5 : DUREE**

La présente convention prend effet à la signature de la présente et s'achèvera dès le remboursement effectif de la Ville de Grasse à la CAPG du montant de la participation versée par la société COGEDIM MEDITERRANEE à la Ville de Grasse, au titre des travaux de reconfiguration du réseau d'eaux pluviales au droit du site.

2021

## **ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à GRASSE, en trois exemplaires,

Le XXX 2021

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée aux affaires  
financières et budgétaires

Le Président de la communauté  
d'agglomération,

**Catherine BUTTY**

**Jérôme VIAUD**  
Maire de Grasse  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes